



HAL
open science

**“ Sauver les oasis ”, recomposer les dominations.
Géographie de terroirs agricoles en crises. Le cas des
oasis de Tozeur et Gabès, Tunisie**

Irène Carpentier

► **To cite this version:**

Irène Carpentier. “ Sauver les oasis ”, recomposer les dominations. Géographie de terroirs agricoles en crises. Le cas des oasis de Tozeur et Gabès, Tunisie. Pour, revue du Groupe Ruralités, Éducation et Politiques, 2021, Vers des ruralités renouvelées, 1 (239), pp.205-216. halshs-03213652

HAL Id: halshs-03213652

<https://shs.hal.science/halshs-03213652>

Submitted on 30 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Irène Carpentier

ATER en géographie et histoire à l'INALCO, chercheuse associée à l'ERC TARICA, laboratoire LADYSS (Paris 1).

Mail : i.carpentier88@gmail.com

« Sauver les oasis », recomposer les dominations
Géographie de terroirs agricoles en crises
Le cas des oasis de Tozeur et Gabès, Tunisie

10 ans après la révolution tunisienne et l'émergence des « printemps arabes » et dans un contexte mondial marqué par la pandémie mondiale, la crise des systèmes oasiens anciens apparaît à la fois bien éloignée des centres d'attention médiatiques, et au cœur des enjeux contemporains de la durabilité. Depuis 2011, les mobilisations pour la redéfinition des modes de gestion des ressources locales n'ont pas fléchi. Partout dans le pays, et notamment dans le sud, des revendications se sont exprimées pour dénoncer les modes d'exploitation et de valorisation des territoires, les orientations politiques du développement, et pour appeler à plus de justice spatiale et territoriale. L'expression de ces aspirations dans les oasis s'inscrit dans un contexte de crise chronique. Mises en péril par les politiques de modernisation économique, les systèmes oasiens apparaissent comme des territoires privilégiés d'observation des liens entre crise écologique, économique et politique. Disqualifiés par la perte de compétitivité de leur agriculture, ces territoires ont fait l'objet d'une requalification patrimoniale depuis les années 1990, à l'instigation de militants locaux et portés par les injonctions internationales au « développement durable ». Territoires « agri-urbains » (Poulot, 2014) par excellence, les oasis constituent des espaces particulièrement stratégiques dans un contexte global de redéfinition des modes d'accès aux ressources, alimentaires en particulier.

Dans cet article, il s'agira de souligner le lien entre crise écologique et refonte des rapports de forces localisés, avec l'ouverture de nouvelles opportunités de domination dans le champ émergent de la « durabilité ». Fondé sur des enquêtes de terrains réalisées sur le long cours entre 2010 et 2020¹, auprès d'une diversité d'acteurs et d'observations multi-situées à Tozeur et Gabès dans le sud tunisien (figure 1), le propos est de présenter certaines formes prises par ces projets de « sauvegarde des oasis », entre crise des milieux, impasse des politiques de gestion, et tentative d'innovation. Nous nous focaliserons en particulier sur la transformation des formes de gestion de la ressource hydraulique en lien avec la tertiarisation des activités oasiennes.

Dans un premier temps, nous reviendrons sur la « crise oasienne », représentation hégémonique et structurante, puis nous étudierons la manière dont le partage et la gestion des ressources recomposent les territoires à l'échelle fine, enfin, nous verrons comment la conjoncture de crise chronique ouvre paradoxalement de nouvelles opportunités de valorisation.

¹ L'ensemble du matériel empirique est issu de mon travail de doctorat de géographie (Carpentier, 2018)

I. Urgence écologique ? La crise oasienne comme imaginaire de rupture

Depuis le 27 janvier 2014 et l'instauration de la nouvelle constitution tunisienne, l'Etat s'engage formellement à la « sauvegarde d'un environnement sain permettant de garantir la pérennité des ressources naturelles » (Ferchichi, 2014). Les oasis du sud du pays sont directement concernées par cet engagement public. Systèmes construits par la petite agriculture familiale, caractérisés par la diversité et l'étagement des cultures, ils incarnent en Tunisie une certaine agriculture « traditionnelle », brutalement mise en question par les politiques de modernisation nationale. Entre sanctuarisation du milieu et exigences productives, s'imbriquent étroitement des problématiques économiques, sociales, et politiques à l'échelle des périmètres anciens.

1/La rhétorique du « paradis perdu » : un « contre récit » de la dépossession des ressources ?

Née comme « sous-produit de la vie de relation » (Côte, 2002) liée aux grands échanges caravaniers transsahariens, l'oasis est un système de contraintes sociales et politiques, une organisation spatiale spécifique (Mesclier et al, 2017). Elle s'incarne dans l'alliance complexe de milieux fragiles : « îlots » irrigués en zone aride, accolés à des villes d'importance. Les terrains oasiens symbolisent la précarité des équilibres des écosystèmes et la complexité des systèmes sociaux de gestion des ressources. Agrosystèmes dont les conditions sont globalement hostiles à l'agriculture, la fragilité apparaît comme une caractéristique centrale.

Au tournant des années 1970, la mise au jour de ces fragilités s'incarne dans l'accroissement brutal de la pression sur les ressources oasiennes, et dans la marginalisation de territoires bien éloignés du pouvoir central. Cette accélération des transformations du milieu a alimenté une riche littérature sur « les processus de crise » des systèmes oasiens tunisiens (Dollé et Toutain 1990 ; Kassah, 1996 ; Bessaoud 2013). Ils deviennent associés à une conjoncture de crise chronique, et d'urgence environnementale, en dépit d'une histoire millénaire. Du côté des pouvoirs publics, ces crises viennent témoigner des limites intrinsèques des milieux et des modèles agricoles paysans, et au final de « l'incapacité » des terroirs oasiens à « s'adapter » aux techniques et exigences modernes de production. Dans le même temps, la « durabilité » des systèmes s'affiche comme un objectif politique, et oriente les choix des pouvoirs publics vers la mise en place de politiques de « conservation », dans un contexte mondial d'émergence des enjeux environnementaux et patrimoniaux.

Si cette représentation des systèmes oasiens comme milieu en détresse est si prégnante aujourd'hui, c'est avant tout dans la mise en regard avec la construction mémorielle d'un « âge d'or » oasien, où la fertilité exceptionnelle du milieu répondait à un modèle de gestion « équitable » et « durable » des ressources. La construction de ce passé agricole florissant -par les chercheurs, agriculteurs et associations- se structure d'abord en réaction au sentiment de dégradation du milieu (Battesti, 2004). Mais cela procède aussi d'une tentative de construction d'une alternative au récit libéral de la fragilité, en procédant à la réhabilitation de pratiques anciennes, disqualifiées par les dynamiques de la modernisation. Nombreux sont ainsi les travaux qui soulignent l'efficacité des configurations traditionnelles (Bechraoui, 1980 ; Kassah, 1996).

À Tozeur, un grand exploitant de l'oasis reprend cette idée : « *Avant on mettait les dattes dans des jarres, et on pouvait les conserver pendant 2 ou 3 ans. Les gens ici ne sont jamais morts de faim, même en temps de guerre, et même si le Jerid est très éloigné.* »² Le territoire de l'oasis ancienne est ainsi présenté comme capable de subvenir aux besoins des populations, espace refuge en temps de crise. De manière systématique, la description enchantée de « l'oasis d'avant » vise à souligner la dépossession de ressources locales qui permettait le maintien d'une activité agricole décrite comme prospère. Un petit agriculteur de Gabès raconte : « *Avant, il y avait tout dans l'oasis. Des pêchers de plusieurs qualités, beaucoup, partout... Des figuiers, des prunes... Dans les montagnes, on trouvait des sources partout. Plus de 1000 sources artésiennes ! Et maintenant? C'est tout abandonné, tout sec... Avant il y avait l'équilibre de la nature... des milliers de tortues, d'oiseaux migrants de différentes couleurs... même des poissons!* »³

Figure 2 : L'oasis de Gabès dans les années 1950. Source : Facebook « Chenini Gabès »

Dénonçant la perte de la biodiversité végétale et animale, la disparition des sources, l'agriculteur dénonce plus largement la manière dont l'oasis, en tant qu'espace agricole commun, a été privée de ses ressources productives d'où la crise de l'activité agricole. Un jeune agriculteur de Gabès déplore encore : « *Avant l'oasis c'était génial car il y avait beaucoup d'eau, beaucoup de marchandises, et de très bonne qualité. Puis le manque d'eau a entraîné la chute de la qualité et de la quantité des productions* ». La fin de l'abondance se traduit non seulement par une crise du milieu, mais plus largement par une redéfinition du rôle de l'agriculture dans l'économie régionale. Cette entrée en crise de l'agriculture remet en question le rapport à l'oasis des habitants. Pôle nourricier, marchand, l'oasis n'est plus qu'un espace marginalisé, concurrencé, vidé de sa main d'œuvre et de son caractère stratégique.

2/De la crise d'un système régional à la focale « écologique »

Cette transformation de la configuration socio-spatiale régionale renvoie à la « dimension spatiale du modernisme tunisien » (Belhedi, 2010), caractérisée par la primauté de l'ordre national, la polarisation métropolitaine, littorale, et le renforcement des grands bassins d'emploi, au détriment des économies de proximité. La région de Gabès devient une région industrielle d'importance nationale, avec l'implantation d'un complexe chimique (figure 3) qui constitue le terminal régional de la « filière phosphate », extrait à Gafsa.

A Tozeur, l'extension des périmètres irrigués intensif en monoculture de palmier dattier *Deglet Nour* sur des terres collectives désertiques s'accélère, et dans les années 1990, la région est choisie pour diversifier le produit touristique national. Un ensemble d'infrastructures sont construites (Figures 4 et 4bis), et transforme le visage de la région : aéroport international, zone d'hôtel, golf, ...

Figure 3 et 3 bis: La zone touristique de Tozeur, 2009 et 2012, Source : Google Earth, I. Carpentier

Partant d'un constat de crise économique et sociale des systèmes agricoles, l'essentiel de l'attention se concentre alors sur la crise écologique, et la disparition

² Entretien réalisé à Tozeur, 2012

³ Entretien réalisé à Gabès, 2011

spectaculaire des ressources hydrauliques du paysage de l'oasis, en à peine 20 ans. Cette « écologisation » de la crise des territoires oasiens se traduit dans les discours sur les lieux du jaillissement des sources artésiennes historiques. Dans les années 1960, les oasis sont encore irriguées par des sources qui jaillissent par centaines en amont du terroir agricole, et organisent l'ensemble des rapports de force de l'oasis. Lieux du souvenir de la biodiversité foisonnante, les sources disparues deviennent l'incarnation même de la brutale déstructuration écologique des milieux oasiens par les nouvelles politiques de développement. Contemplant le lit desséché de l'oued, un agriculteur explique : « *Dans le temps on se baignait là, dans cet oued... Je me souviens l'eau qui était dans cet oued ... [...] Maintenant, les canaux sont vides ! Avant on plongeait ici tout le temps ! On rentrait vite de l'école pour aller se baigner !* » Mais cette désertification traduit surtout une redéfinition des relations au territoire. D'attractifs (figure 5, figure 7), les sources deviennent des lieux répulsifs, disqualifiés, laissés à l'abandon (figure 6 et 7 bis). Cette marginalisation recompose les hiérarchies spatiales au sein du territoire agricole.

Figure 4 et 4 bis : L'oasis de Tozeur, dans les années 1950, puis le golf abandonné en 2018, source Facebook : Jerid et google earth

La brutalité des mutations socio-économiques régionales participe de la construction de représentations contradictoires des systèmes oasiens, -à la fois célébrés et disqualifiés-, mais toujours associés à l'idée d'une crise protéiforme, dont les manifestations écologiques seraient les plus prégnantes. Cette focalisation sur les dynamiques environnementales évacue largement les dimensions sociales de la crise. Les conséquences de la mise en cause de l'agriculture comme activité centrale sont globalement évacuées -tant dans les discours que dans les politiques- ou réduite à la seule « mise en danger » de l'environnement. La dynamique de dépossession des ressources est pourtant au cœur de la crise des systèmes oasiens, tout comme le déclassement du terroir oasien, au profit de nouveaux espaces productifs spécialisés. C'est ainsi en surjouant cette idée de rupture, de milieu fertile « sacrifié », que se construit une politique publique interventionniste de la conservation, éco-centrée, qui uniformise l'idée de la sauvegarde, et de la durabilité.

II. Concurrence sur les usages : luttés des places et nouvelles opportunités

1/Gérer les infrastructures hydrauliques : assurer la durabilité du milieu ou redistribuer les capacités productives oasiennes ?

Dans le contexte de la dégradation continue de l'accès aux ressources, garantir la pérennité du milieu devient un objectif politique de premier ordre dont il importe de comprendre les conséquences concrètes dans les territoires oasiens. Ce projet s'inscrit dans une politique régionale ambitieuse de planification de la rationalisation de l'usage des ressources, de modernisation des infrastructures hydrauliques et de réorganisation de la gestion mise en place dès le milieu des années 1970 (le PDES⁴, puis APIOS⁵). Un débit et coût de l'eau spécifiques sont attribués à chaque oasis, en fonction de critères écologiques et des réserves de la nappe souterraine. Les canaux d'irrigation en bétons remplacent les canaux de terre anciens. Cette « mise à niveau » du circuit collectif

⁴ Plan de Développement des Eaux du Sud

⁵ Amélioration des Périmètres Irrigués Oasiens

d'irrigation est symptomatique de la tension entre enjeux de conservation et optimisation de production. Centrés sur une approche technique, ces plans ignorent les hiérarchies socio-spatiales qui traversent l'oasis. Les agriculteurs sont pourtant soumis à des demandes multiples de plus en plus contradictoires : produire plus et mieux, protéger les ressources, entretenir le paysage (Tafani, 2010). La mobilisation de la ressource hydraulique constitue alors un outil de régulation des inégalités socio-spatiales au sein des oasis.

Un des axes majeurs des politiques de « protection » des milieux oasiens au niveau régional se traduit par une intervention sur les infrastructures d'irrigation⁶ vieillissantes. Concrètement, il s'agit de créer ou réparer les ouvrages –forage, station de surpression– dans les zones sous pression. Organisée de manière zonale, l'irrigation des oasis repose aujourd'hui sur un principe de « solidarité » entre forages et secteurs d'irrigation. Dès qu'un déséquilibre est constaté ou qu'une panne intervient, soit le forage est réparé, soit un nouveau est créé, l'objectif étant de maintenir une certaine équité entre secteurs, et de répondre aux engagements du PDES en termes de débit. Depuis 2011, et l'ouverture du champ politique, les associations d'irrigants (GDA) et la société civile mettent l'administration sous pression, pour dénoncer le déficit hydrique chronique.

Forage : outil de recomposition socio-territoriale

À Gabès, en 2012, un forage de renforcement est mis en place dans la zone amont de l'oasis -lieu-dit de « *Ghassena* », en réponse à un problème d'accessibilité et de coût de l'eau, signalé aux associations d'irrigation par les agriculteurs de la zone, caractérisée par le petit maraîchage marchand. La structure « en escalier » de l'oasis contribue en effet à des conditions disparates : la partie basse opère des forages ou puits de faible coût, alors que dans la partie haute, la nappe de près de 200 m nécessite un pompage électrique, au coût parfois 5 à 6 fois supérieur à ceux de la partie basse. Le forage de « *Ghassena* », planifié avant la révolution et réalisé l'année suivante, souligne la manière dont cet objectif de « conservation » associé aux aspirations citoyennes locales, permet de renouveler la domination historique des zones amont sur l'aval dans la maîtrise des ressources. Les zones basses sont en effet déjà particulièrement exposées à la poussée de l'urbanisation et aux pollutions industrielles. Loin de contribuer à une équité entre les secteurs d'irrigation de l'oasis, ce forage consolide des disparités internes, tant en termes de débits (de 200 à 20l/s) que de prix.

A Tozeur, le débit moyen requis n'est atteint dans aucune zone de l'oasis en 2013. Dans certains secteurs (R'bat), les pannes récurrentes du forage allongent le tour d'eau. Cet allongement met sous pression le secteur voisin (Abbes). En effet, en mars 2012, après 2 ans de panne et de compensation par les forages voisins (Abbes), le forage de R'bat est remis en service, avec un bon débit. Cela contribue à replacer cette zone, bien desservie et marquée par la présence d'activités touristiques et de grands agriculteurs diversifiés, au centre du territoire hydraulique oasien.

⁶ 3 arrondissements au CRDA, –Génie rural (GR), ressources en eaux (RE), périmètres irrigués(PI)– s'occupent de la gestion des infrastructures. GR : nouveaux projets et réhabilitation des infrastructures ; RE : suivi technique pour la réalisation de nouveaux forages et modalités d'allocation de la ressource. PI : exploitation, débit et qualité de l'eau distribuée et maintenance des forages.

Ces interventions soulignent combien ces politiques de « sauvegarde du milieu » sont ambivalentes. En effet, il s'agit moins de conservation écologique d'un milieu ou de soutien au secteur agricole que de redistribution de ressources fragiles au profit des secteurs historiquement les plus diversifiés et intégrés. Depuis 2011, le système de « solidarité » entre secteurs recompose clairement les atouts et contraintes de chaque secteur oasien, et remodèle les relations de dépendances, vulnérabilité et dominations des territoires de l'eau. Leviers de gestion, la politique des forages offre aux secteurs composés d'exploitants influents de nouvelles opportunités pour porter les demandes des agriculteurs et faire pression sur les politiques. Au-delà d'une simple crise écologique, les politiques de gestion des infrastructures éclairent les enjeux de justice sociale et spatiale de la répartition de l'eau dans les territoires. Cette répartition est d'autant plus sensible que l'agriculture n'est plus hégémonique, depuis l'irruption d'une activité tertiaire au cœur des terroirs oasiens anciens.

2/Concurrence sur les usages de l'espace : l'émergence d'activités tertiaires dans l'oasis

Depuis la fin des années 1990, l'activité touristique s'est implantée dans les régions sahariennes, en lien avec une requalification patrimoniale de paysages dégradés. A Tozeur⁷, dès la fin des années 1980, la question de la cohabitation des activités touristiques et agricoles dans l'oasis se pose. Archétype du site touristique sous pression environnementale, l'oasis de Tozeur offre un exemple d'articulation spécifique des activités, centrée sur la mise en marché d'un paysage agricole fantasmé.

Figure 5 et 5 bis : L'eau des « forages touristiques » circulent dans les oueds, Oasis de Tozeur, 2013, I. Carpentier

La remise en eau des oueds repose sur l'idée que le tourisme profitera à l'agriculture et aux agriculteurs, par le médium de cette reconstruction paysagère (Figure 9 et 9bis). Pourtant, les agriculteurs, producteurs de ce paysage étagé et arrosé, attendus par les visiteurs, se trouvent confrontés à une concurrence accrue pour l'accès aux ressources au sein de la palmeraie. Pour recréer ce paysage historique, l'administration agricole a creusé 4 forages. Si 50% de l'eau produite par ces forages sert à l'agriculture oasienne, ils n'offrent qu'un complément partiel au système d'irrigation général plutôt déficient. Dans cette zone, les agriculteurs disposent d'un accès de qualité et débit moindre, inégal et coûteux. Dans le même temps, la dernière génération des projets touristiques s'implante dans les plus grandes parcelles de l'oasis, bien desservies. Projets privés, ils proposent des activités de services diversifiées –restauration, hébergements, loisirs-, et se désolidarisent le plus souvent du circuit d'irrigation collectif en creusant des forages individuels de haut débit, qui viennent parfois se cumuler avec le tour d'eau collectif. Ainsi, contribuent-ils à l'inflation des prix du foncier et à la mise en dépendance des petites exploitations mitoyennes. Depuis quelques années, le tarissement du tourisme international réoriente ces projets vers une clientèle urbaine locale ou nationale.

Cette tension sur les ressources entre les activités, mais aussi les différents types d'utilisateurs –promoteurs, agriculteurs, visiteurs- modifie les pratiques de l'espace. Le paysage oasien reconstitué par « l'artifice » des forages, est mis en marché, et ouvre le parcellaire agricole à la visite des citoyens. Marginalisés dans l'accès aux ressources, les

⁷ A Gabès, l'irruption des activités tertiaires dans l'oasis repose sur des dynamiques en partie différentes, issues de la société civile. Nous n'y reviendrons pas ici

agriculteurs le sont aussi dans la pratique du territoire. Conflits et formes de domination recomposent les pôles, marges et franges du territoire.

3/ Différenciation socio-spatiale et fragmentation de l'oasis « en crise »

Dans ce contexte de diversification des formes d'accès aux ressources et d'ouverture du territoire agricole, l'accessibilité apparaît comme un critère important dans la reconfiguration de l'espace. Les parcelles de bords de route cumulent les avantages et opportunités de valorisation. La route « touristique » coupe le terroir agricole, lie les zones urbaines entre elles, et devient l'axe attractif, autour duquel se développent les projets dans l'oasis. A l'inverse les zones internes, enclavées, apparaissent particulièrement marginalisées et cumulent les vulnérabilités environnementales, agricoles, et sociales. Au-delà des dynamiques paysagères qui renvoient à la différenciation des systèmes de production agricole et à l'émergence de l'activité tertiaire, les dynamiques socio-environnementales distinguent un territoire du collectif agricole oasien, constamment sous pression pour garantir sa survie et son accès aux ressources, et des pôles dynamiques individualisés, aux opportunités renouvelées dans un contexte changeant. En partie autonomisés du circuit collectif de l'eau, ces espaces sont connectés et conçus pour répondre aux demandes de citoyens, qui aspirent à profiter du « cadre de vie » oasien. Ces dynamiques soulignent la profonde fragmentation de la catégorie « oasienne », marquée par la remise en cause croissante de la vocation agricole productive.

III. L'innovation ou le marketing de la crise ?

1/ Sous le signe de la crise, une réinvention possible?

10 ans après la révolution, les territoires agricoles et ruraux sont placés sous le signe d'une crise pluridimensionnelle : l'inflation, les crises sectorielles, le chômage chronique, les pollutions, font l'actualité quotidienne. Dans un contexte mondial assombri par les effets de la pandémie, la Tunisie a enregistré en 2020 un recul historique de sa croissance⁸ et l'endettement a explosé. Le secteur agricole, particulièrement affaibli, reste pourtant un pilier sur lequel la Tunisie continue de s'appuyer, face à l'effondrement des secteurs connexes. Dans toutes les régions, on observe l'extension des cultures spécialisées pour l'exportation, dattes et huile d'olive. En janvier 2021, une nouvelle vague de mobilisation secoue le territoire national, réitérant l'aspiration à redéfinir le lien entre Etat et territoires locaux. Mais ce contexte de crise apparaît paradoxalement comme une opportunité de renouvellement inédite. Ces « demandes de changement » répétées sont en effet saisi par les pouvoirs publics comme une occasion de redéfinir le rôle et l'usage politique de l'agriculture, potentiel levier de sortie de crise et de réinvention des modèles de développement dans l'impasse. En effet, l'engagement formalisé dans la constitution pour une « sauvegarde » des ressources et le développement durable des territoires contribue à faire des espaces oasiens des lieux d'expérimentation de nouvelles approches et projets. Le creusement des inégalités -dans un environnement dégradé- participe de l'émergence d'une diversité d'initiatives locales, se revendiquant d'un modèle

⁸ Recul de 8.8 % du PIB en 2020, Institut National de la Statistique

« alternatif » de l'agriculture : labellisation, transformation des produits, activités de loisirs.

2/L'Economie Sociale et Solidaire une nouvelle légitimation ?

Depuis 2015 environ, les termes d'ESS, d'agriculture durable, « d'agri-tech », entrepreneuriat agricole, modèle « coopératif », agriculture sociale se sont répandus dans les administrations, pour désigner les projets qui s'inscrivent sous le signe de « l'innovation » sociale et économique. Représentant une inflexion dans les politiques de « sauvegarde » et de protection écocentrée, ce nouveau référentiel de l'innovation ne laisse pas d'interroger. L'Economie Sociale et Solidaire en particulier, qui compte désormais une loi cadre, apparaît comme « importée », trop large, trop confuse, tant par les cadres de l'administration que par les acteurs locaux. Plutôt que de constituer une « alternative » aux formes de valorisation conventionnelle des territoires, la diversification récente des projets de « l'agriculture durable » souligne en fait l'opportunité politique que constitue l'émergence de ces nouveaux référentiels sur la scène publique.

Dans ce contexte, le modèle de la « *success story* » vient progressivement remplacer les dynamiques de « sauvegarde » des espaces oasiens, au profit d'un récit nouveau. A l'inverse des grands plans de rationalisation des ressources des années 1980, ces nouveaux projets sont conçus directement comme « à la marge » de problématiques structurelles. Le récit des « *success story* » décentre le propos sur le projet, incluant une grande diversité d'acteurs différents : coopératives, entreprises, individus... La labellisation des grenades de Gabès dans un cadre associatif, les dattes coopératives, en commerce équitable, du gouvernorat de Tozeur, constituent autant de projets « pilotes » soutenus, promus et célébrés par les pouvoirs publics, comme leviers de sortie de crise. Inscrits dans des contextes micro-locaux dont les spécificités sont survalorisées, la répliquabilité des expériences pose toutefois problème. Ces projets constituent en somme des outils de régulation sociale et politique, faisant disparaître toute dimension conflictuelle des enjeux du territoire. Modèle managérial de l'innovation, il instrumentalise le rapport au territoire de proximité, comme outil de marketing à l'international.

Conclusion :

Espaces en crise, les oasis sont traversées de dynamiques paradoxales, entre danger permanent de marginalisation et opportunité de renouvellement des dominations socio-spatiales. Le récit d'un passé brillant, les actions sur les infrastructures et les nouveaux référentiels de l'innovation « durable » soulignent l'ampleur et la rapidité des transformations en cours. La crise écologique, loin d'être univoque, redéfinit le rôle de l'oasis dans une contexte agri-urbain tendu, où les critères de la durabilité changent, au-delà des logiques économiques ou environnementales. La difficulté des différentes politiques à prendre en compte la question des inégalités et la dimension sociale de la durabilité, renvoie à la reconfiguration des formes d'actions et à la paralysie du débat public national sur ces questions. Cet article permet finalement d'interroger la manière dont les politiques de la durabilité s'inscrivent dans les clivages régionaux, les recomposent et les renforcent. Les discours sur les « territoires vulnérables » des oasis

appuient l'idée d'une territorialisation des politiques de la « sauvegarde », au service d'une agriculture oasienne qui apparaît largement déconnectée des grands enjeux productifs nationaux. Incapables de répondre aux demandes de justice sociale et spatiale, ces dynamiques politiques n'en conduisent pas moins à l'émergence d'une réflexion sur le rôle d'espaces agricoles marginalisés, espaces refuges nourriciers d'un idéal en crise.

Bibliographie :

Vincent Battesti, « Les oasis du Jerid, des ressources naturelles et idéelles », in *Environnement et Sociétés rurales en mutation, Approches alternatives*, ed. IRD-IRA, coll. Latitudes 23, 2004.

Abid Bechraoui, *La vie rurale dans les oasis de Gabès (Tunisie)*. 1980. Thèse de doctorat. Géographie. Tunis, 1980. 301p.

Amor Belhedi, « Le mouvement moderniste tunisien et la question spatiale », communication au colloque ACMACO, PRMT, Tunis, in *Tunisie 2040. Le renouvellement du projet moderniste tunisien*, Acmaco & Cemaref, Sud Editions, 2010 [publié en 2012], p: 175-253.

Omar Bessaoud, « Le grand chambardement des oasis maghrébines », in BATHAOU, G., (dir) *Terres et vies oasiennes face au défi du changement climatique.*, Actes de colloque, RADD, Gabès, Tunisie, 2013

Irène Carpentier, « Les révolutions silencieuses des oasis du sud tunisien. Crise des modèles et réponses locales », thèse de géographie, Université Paris I, 2018, 511p.

Marc Cote, « Des Oasis aux zones de mise en valeur : l'étonnant renouveau de l'agriculture saharienne », *Méditerranée*, Tome 99, Le Sahara, cette « autre Méditerranée » (Fernand Braudel), 3-4-2002, p. 5-14.

Vincent Dollé, G. Toutain (dirs.), *Les systèmes agricoles oasiens*. Montpellier : CIHEAM, 1990. 336p.

Wahid Ferchichi, « L'environnement dans la nouvelle constitution tunisienne du 27 janvier 2014 », in *Revue juridique de l'environnement*, vol. 39, n°2, 2014, p. 215-218.

Ahmed Kassah, *Les oasis tunisiennes: aménagement hydro-agricole et développement en zone aride*, Secrétariat d'état à la recherche scientifique et à la technologie, Université des Lettres, des Arts et des Sciences Humaines, Tunis, CERES, 1996, 346p.

Evelyne Mesclier, A. Marshall, C. Auquier, J-L. Chaléard, "The Conceptual Approach of Oasis as Insights on Globalization. Example of the Coastal Valleys of Northern and Central Peru", in LAVIE, E., MARSHALL, A., *Oases and Globalization. Ruptures and Continuities*, Springer, 2017, p. 33-52, <halshs-01509628>.

Monique Poulot, « L'invention de l'agri-urbain en Ile-de-France. Quand la ville se repense aussi autour de l'agriculture », *Geocarrefour*, 89/1-2, 2014, 11-19p.

Caroline Tafani, Agriculture, territoire et développement durable. Analyse systémique d'une agriculture littorale sous pression touristique : l'exemple de la Balagne en Corse. Doctorat d'Etat, Géographie. Université de Corse Pascal Paoli, 2010, 543p